



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/07/2025

Reçu en préfecture le 11/07/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250710-2025_48-DE



DÉLIBÉRATION

2025/48

ORGANISATION PAR DELEGATION DES PROCEDURES DE SELECTION DES CANDIDATS **DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DEROGATOIRE PREVU** **PAR LE DECRET N° 2020-569 DU 13 MAI 2020**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 10 Juillet 2025 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le Code du travail ;

Vu le Décret n° 2020-569 du 13 mai 2020 fixant pour une période limitée les modalités dérogatoires d'accès par la voie du détachement à un corps ou cadre d'emplois de niveau supérieur ou de catégorie supérieure instituées en faveur des fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;

Vu la délibération n°2024-09 fixant le barème de rémunération concours ou examens professionnels organisés par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais ;

Monsieur le Président expose aux membres du Conseil d'administration que la loi n°2019-828 du 6 août 2019, dite Loi de transformation de la fonction publique, a ouvert, à compter du 1er janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2026, la possibilité pour les fonctionnaires relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail, bénéficiaires de l'obligation d'emploi, d'accéder à un corps ou cadre d'emplois de niveau supérieur ou de catégorie supérieure par la voie du détachement, sous réserve d'avoir accompli préalablement une certaine durée de services publics.

Au terme d'une durée minimale de détachement, qui peut, le cas échéant, être renouvelée, ils peuvent être intégrés dans ce corps ou cadre d'emplois. Le détachement et, le cas échéant, l'intégration sont prononcés après appréciation par une commission de l'aptitude professionnelle des fonctionnaires à exercer les missions du corps ou cadre d'emplois.

Il indique que le décret susvisé est venu préciser les modalités et conditions de cette procédure expérimentale dite de « promotion – détachement » et autorise l'autorité territoriale souhaitant mettre en place ce dispositif à en déléguer la mise en œuvre au Centre de gestion, au titre de l'article L452-40 du CGFP.

Il ajoute que plusieurs collectivités ont sollicité le Centre de gestion pour cette délégation. Deux collectivités payant la cotisation additionnelle pour 65 agents et une collectivité ne la payant pas pour 1 agent.

Cette délégation impliquerait, pour les agents du Centre de gestion :

- La mise à disposition de modèles d'actes ;
- L'étude de la recevabilité des dossiers des agents concernés ;
- L'organisation des commissions chargées d'évaluer l'aptitude des candidats à exercer les missions de l'emploi visé.

Les commissions seraient constituées :

- du Président ou de son représentant fonctionnaire d'une catégorie au moins égale à celle visée, désigné parmi les agents du CdG ou des fonctionnaires territoriaux du Pas-de-Calais ;
- la référente handicap du CdG au regard de ses compétences en matière d'insertion professionnelle ou de maintien dans l'emploi ;
- d'une personne du service RH de la collectivité demandeuse.

Les intervenants extérieurs au centre de gestion seraient rémunérés sur la base des conditions de rémunération des intervenants concours.

La délégation serait mise en place pour les collectivités payant la cotisation additionnelle.

Il propose aux membres du Conseil d'administration :

- d'autoriser l'organisation par délégation des procédures de sélection des candidats dans le cadre du dispositif dérogatoire prévu par le décret n° 2020-569 du 13 mai 2020 susvisé et
- de l'autoriser à signer les conventions y afférent, dont le modèle figure en annexe à la présente délibération ;
- d'autoriser le financement ces délégations par la voie de la cotisation additionnelle ;
- d'autoriser, le cas échéant, la rémunération d'intervenants extérieurs au Centre de gestion conformément au barème de rémunération des intervenants pour les concours ou examens professionnels.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* l'organisation par délégation des procédures de sélection des candidats dans le cadre du dispositif dérogatoire prévu par le décret n° 2020-569 du 13 mai 2020 susvisé ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer les conventions y afférent ;
- ♦ *AUTORISE* le financement ces délégations par la voie de la cotisation additionnelle ;
- ♦ *AUTORISE* la rémunération d'intervenants extérieurs au Centre de gestion conformément au barème de rémunération des intervenants pour les concours ou examens professionnels.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 10 juillet 2025

Le Président,

René HOCQ